



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 62.944/2
du 5 mars 2018

advies 62.944/2
van 5 maart 2018

sur

over

un avant-projet de loi 'sur la
Caisse des Dépôts et
Consignations'

een voorontwerp van wet 'op
de Deposito- en
Consignatiekas'

Le 6 février 2018, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances, chargé de la Lutte contre la fraude fiscale à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'sur la Caisse des Dépôts et Consignations'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 5 mars 2018. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Luc DETROUX et Bernard BLERO, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda VOGEL.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 5 mars 2018.

*

Op 6 februari 2018 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën, belast met bestrijding van de fiscale fraude verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'op de Deposito- en Consignatiekas'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 5 maart 2018. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Luc DETROUX en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda VOGEL.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 5 maart 2018.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Le commentaire de l'article 6 dans l'exposé des motifs précise notamment que,

« Le 20 septembre 2017, le Ministre des Finances a demandé l'avis de la Commission de la protection de la vie privée pour les articles 6 et 7 du présent projet de loi. Le 22 novembre 2017, la Commission a émis un avis favorable ».

En conclusion de cet avis n° 65/2017, la Commission

« émet un avis favorable sur l'avant-projet de loi moyennant la prise en compte de ses remarques, à savoir [notamment] :

a. Mise en place d'un système d'authentification fort pour l'accès à l'application électronique supportant les échanges entre la Caisse des Dépôts et Consignations et ses usagers (cons. 8)

b. Communication à la Caisse du numéro d'identification du Registre national des parties impliquées uniquement pour les usagers autorisés à l'utiliser et accès au Registre national par la Caisse (cons. 9 et 11) ».

Le dispositif de l'avant-projet soumis à l'avis de la section de législation ne tient pas compte des points a et b ci-dessus. En ce qui concerne ces deux points, les considérants correspondants sont ainsi rédigés :

« 8. La Commission constate qu'aucune procédure d'authentification des accès à cette application n'est actuellement prévue. Il convient d'y remédier en prévoyant comme moyen d'authentification l'utilisation de la carte d'identité électronique ou tout autre moyen assurant un niveau d'authentification équivalent.

9. L'article 7 de l'avant-projet de loi prévoit l'utilisation obligatoire du numéro d'identification du Registre national par toute personne qui introduit un dossier dans l'application de la Caisse des Dépôts et Consignations. Selon cette disposition, cette personne devra communiquer le numéro d'identification du Registre national de toutes les personnes physiques 'impliquées dans un dossier de la Caisse des dépôts et consignations'. La Commission constate que cela constitue une autorisation légale d'utilisation du numéro d'identification du Registre national d'une ampleur importante vu le public cible large. Dans la mesure où les services de la Caisse des dépôts et consignations peuvent être requis par quiconque, cela reviendrait à une libéralisation partielle de l'utilisation du numéro d'identification du Registre national. De plus, cela risquerait de mettre à mal l'accessibilité aux services de la Caisse des Dépôts et Consignations dans l'hypothèse où la partie qui procède à la demande de consignation ne

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

dispose pas nécessairement du numéro d'identification du Registre national de toutes les parties impliquées ou peut se voir refuser la communication par ces dernières de leur numéro d'identification. Par conséquent, la Commission recommande en lieu et place de limiter les personnes soumises à cette obligation à celles qui sont autorisées à utiliser le numéro d'identification du Registre national et, pour le surplus, de déterminer la liste des mentions obligatoires à communiquer pour l'identification des personnes physiques impliquées, telles que le nom, le(s) premier (ou deux premiers) prénom(s), le lieu et la date de naissance, l'adresse de résidence principale. En toute hypothèse, le numéro d'identification du Registre national du requérant sera mis à disposition de la Caisse des Dépôts et Consignations de par l'utilisation de sa carte d'identité électronique comme moyen d'authentification électronique.

10. En tout état de cause, la Commission rappelle que toute personne disposant du droit d'utiliser le numéro d'identification du Registre national doit satisfaire au respect de l'obligation prévue aux articles 8, § 2 et 10 de la LRN consistant à disposer d'un conseiller en sécurité de l'information.

11. Par ailleurs, afin de pouvoir vérifier les données d'identification des parties impliquées (qui n'auront pas fait l'objet d'une authentification forte lors de la demande électronique de consignation), la Caisse des Dépôts et Consignations pourra accéder au Registre national et retrouver leur numéro d'identification du Registre national. Cela relève des obligations de la Caisse des Dépôts et Consignations, en tant que responsable de traitement, de veiller à la qualité des données qu'elle traite. Dans l'hypothèse où les autorisations d'accès au Registre national (et d'utilisation du numéro) de l'administration de la Trésorerie¹ ne pourraient pas être invoquées par la Caisse des dépôts et consignations², l'avant-projet de loi devrait être complété par un article lui conférant à cette fin un accès aux données nécessaires du Registre national ainsi que le droit d'utiliser le numéro d'identification du Registre national afin d'identifier de manière unique ses usagers et parties impliquées au sein de son registre interne (voire également d'assurer la gestion de leur accès à leurs données ainsi que de retrouver l'adresse actuelle d'une partie pour l'informer de la déchéance qu'elle encourrait suite à la prescription acquisitive) ».

Il y a donc lieu, à tout le moins, d'expliquer dans l'exposé des motifs les raisons susceptibles de justifier que l'avant-projet ne soit pas adapté pour tenir compte de ces réserves.

C'est tout spécialement au regard du principe de proportionnalité qu'il doit être répondu à l'observation n° 9.

2. Ce même avis n° 65/2017 constate également que

« 4. L'article 6 de l'avant-projet de loi prévoit que la Caisse des Dépôts et Consignations mettra une application électronique à disposition de ses usagers afin de supporter leurs échanges.

¹ Arrêté royal du 27 septembre 1984 'autorisant l'accès de certaines autorités du Ministère des Finances au Registre national des personnes physiques' et arrêté royal du 25 avril 1986 'autorisant certaines autorités du Ministère des Finances à utiliser le numéro d'identification du registre national des personnes physiques'.

² L'article 3 de l'avant-projet de loi prévoit que la Caisse des Dépôts et Consignation est intégrée à l'Administration générale de la Trésorerie du SPF Finances tout en précisant qu'il s'agit d'un service distinct.

5. La finalité de cette application informatique consiste, selon l'article 6 en projet, à permettre aux usagers – voire les obliger pour ceux qui interviennent à titre professionnel – de requérir par voie électronique la consignation de biens meubles auprès de cette administration et d'en demander la restitution.

6. En ce qui concerne le caractère obligatoire de la procédure électronique pour les usagers intervenant à titre professionnel, la Commission s'interroge quant à sa faisabilité pour la consignation de biens meubles autres que des espèces et ce au vu de la définition large que l'avant-projet de loi confère au terme 'consigner' (non limitation aux sommes d'argent) ».

L'avant-projet ne comporte aucune réponse à cette interrogation. Son auteur devrait en conséquence le compléter sur ce point.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

EXAMEN DU PROJET

DISPOSITIF

Article 2

Alors que la consignation constitue un dépôt, lequel, selon l'article 1915 du Code civil, se définit comme « un acte par lequel on reçoit la chose d'autrui, à la charge de la garder et de la restituer en nature », le texte en projet définit le mot « consigner » comme un « transfert [...] de biens meubles à la Caisse des Dépôts et Consignations [...], à la disposition de celui qui prouve en être l'ayant droit », sans préciser qu'il s'agit d'un transfert en dépôt dans le cadre duquel il appartient à la Caisse de « garder » ou « conserver »³ la chose d'autrui.

La définition du mot « consigner » gagnerait à être clarifiée⁴.

Article 10

La seconde phrase de l'alinéa 1^{er} gagnerait à prévoir que l'accès au registre des parties impliquées dans un dossier ne vaut que pour les données qui les concernent.

Article 14

À la lecture du commentaire de l'article 14, il est douteux que la notion de « mise à la disposition du Trésor » correspond bien au placement des fonds disponibles tel qu'il est explicité dans ce commentaire.

L'auteur de l'avant-projet s'en expliquera.

³ Voir l'article 11 de l'avant-projet.

⁴ Le 1^o sera en outre supprimé dès lors que l'article 2 en projet ne contient qu'une seule définition.

Article 17

Dès lors que la Caisse des Dépôts et Consignations peut être appelée à prendre une décision de refus de libérer la consignation, cette décision devra exprimer les motifs de fait et de droit sur lesquelles elle se fonde, conformément à la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs'.

Dans cette mesure, la disposition est redondante et doit être omise.

Article 18

L'alinéa 5 en projet exclut l'octroi d'intérêts sur les sommes qui restent consignées moins d'un an, sur les sommes en devises et sur les fruits des titres consignés.

Le commentaire de l'article n'expose pas les motifs de cette exclusion. Il indique que la disposition constitue « une version actualisée des articles 17, 18 et 19 de l'arrêté royal n° 150 » mais ces articles ne consacrent pas les exclusions qu'énonce le texte en projet.

L'auteur de l'avant-projet doit être en mesure de justifier ces exclusions, auquel cas le commentaire de l'article sera complété en conséquence.

Article 22

Au 1°, il faut remplacer le mot « définitif » par les mots « coulé en force de chose jugée ».

Le 2° ne tient pas compte de la loi du 19 octobre 2015 'modifiant le droit de la procédure civile et portant des dispositions diverses en matière de justice' (dite loi « Pot-pourri I »), l'appel n'ayant plus, en principe, d'effet suspensif⁵. La question du caractère exécutoire ne se posera que lorsque le juge aura accordé un effet suspensif à l'éventuel appel contre son jugement.

Par ailleurs, la notion de « copie certifiée du jugement » n'existe pas en droit judiciaire et doit être précisée.

À la lumière de ces observations, l'ensemble de la disposition sera revue.

⁵ Article 1397, alinéa 2, du Code judiciaire dans sa version issue de l'article 41 de la loi du 19 octobre 2015.

Article 23

Dès lors que la Caisse des Dépôts et Consignations constitue un « service » au sens de l'article 2 de la loi du 22 mai 2003 'portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral', la disposition est dépourvue d'utilité⁶ et doit être omise.

Articles 24 et 25

Les dispositions abrogatoires de l'arrêté royal n° 150 du 18 mars 1935 'coordonnant les lois relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Caisse des dépôts et consignations et y apportant des modifications en vertu de la loi du 31 juillet 1934' doivent mentionner toutes les modifications apportées aux dispositions abrogées qui sont toujours en vigueur⁷.

*

⁶ Comme le confirme le commentaire de l'article.

⁷ *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 138.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. In de memorie van toelichting luidt de bespreking van artikel 6 onder meer als volgt:

“De Minister van Financiën heeft op 20 september 2017 een advies over de artikelen 6 en 7 van dit wetsontwerp gevraagd aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. De Commissie heeft op 22 november 2017 een gunstig advies verleend.”

De conclusie van dat advies 65/2017 is dat de Commissie

“een gunstig advies [uitbrengt] over het voorontwerp van wet mits rekening wordt gehouden met haar opmerkingen, met name [onder meer]:

a. Invoering van een sterk authenticatiemiddel voor toegang tot de elektronische toepassing die instaat voor de uitwisselingen tussen de Deposito- en Consignatiekas en de gebruikers (cons. 8);

b. Mededeling aan de kas van het Rijksregisternummer van de betrokken partijen enkel voor de gebruikers die gemachtigd zijn om dit nummer te gebruiken en toegang tot het Rijksregister door de kas (cons. 9 en 11)”.

Het dispositief van het voorontwerp dat om advies aan de afdeling Wetgeving is voorgelegd, houdt geen rekening met de voormelde punten a en b. Over die twee punten wordt in de betreffende overwegingen het volgende gesteld:

“8. De Commissie stelt vast dat op dit ogenblik nog niet werd voorzien in enige authenticatieprocedure voor toegang tot deze toepassing. Hieraan dient te worden verholpen door te voorzien in het gebruik van de elektronische identiteitskaart als authenticatiemiddel of een ander middel dat een gelijkaardig authenticatieniveau biedt.

9. Artikel 7 van het voorontwerp van wet voorziet in het verplicht gebruik van het Rijksregisternummer door eenieder die een dossier via de toepassing van de Deposito- en Consignatiekas indient. Volgens deze bepaling zal deze persoon het Rijksregisternummer moeten meedelen van iedere natuurlijke persoon ‘die bij een dossier van de Deposito- en Consignatiekas betrokken is’. De Commissie stelt vast dat dit een wettelijke machtiging inhoudt voor het gebruik van het Rijksregisternummer op grote schaal, gelet op het ruime doelpubliek. Aangezien er door om het even wie een beroep kan gedaan worden op de diensten van de Deposito- en Consignatiekas, zou dit neerkomen op een gedeeltelijke

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

liberalisering van het gebruik van het Rijksregisternummer. Dit zou bovendien de toegankelijkheid tot de diensten van de Deposito- en Consignatiekas bemoeilijken in de veronderstelling dat de partij die overgaat tot de aanvraag voor consignatie niet noodzakelijk beschikt over de Rijksregisternummers van alle betrokken partijen of deze laatste weigeren om hun Rijksregisternummer mee te delen. Bijgevolg beveelt de Commissie aan om in de plaats van het aantal personen te beperken die onderworpen zijn aan deze verplichting, het gebruik te beperken tot diegenen die gemachtigd zijn om het Rijksregisternummer te gebruiken en voor het overige de lijst vast te stellen met de verplicht mee te delen gegevens voor de identificatie van de betrokken natuurlijke personen, zoals de naam, de eerste (of eerste twee) voornamen, de plaats en datum van geboorte, het adres van de hoofdverblijfplaats. Het Rijksregisternummer van de eiser zal in ieder geval ter beschikking gesteld worden van de Deposito- en Consignatiekas door het gebruik van de elektronische identiteitskaart als elektronisch authenticatiemiddel.

10. De Commissie herinnert er in elk geval aan dat eenieder die gemachtigd is om het Rijksregisternummer te gebruiken moet voldoen aan de verplichting vervat in de artikelen 8, § 2 en 10 van de WRR en dus over een consulent inzake informatiebeveiliging moet beschikken.

11. Overigens, teneinde de identificatiegegevens te kunnen controleren van de betrokken partijen (die niet onderworpen werden aan een sterke authenticatie naar aanleiding van de elektronische consignatieaanvraag), zal de Deposito- en Consignatiekas toegang krijgen tot het Rijksregister om hun Rijksregisternummer op te sporen. Dit behoort tot de verplichtingen van de Deposito- en Consignatiekas die als verwerkingsverantwoordelijke moet waken over de kwaliteit van de gegevens die zij verwerkt. In de veronderstelling dat de machtigingen voor toegang tot het Rijksregister (en om het nummer te gebruiken) van de administratie Thesaurie¹ niet zouden kunnen ingeroepen worden door de Deposito- en Consignatiekas,² zou het voorontwerp van wet moeten worden vervolledigd met een artikel waarmee zij toegang verkrijgt tot de noodzakelijke gegevens van het Rijksregister alsook het recht om het Rijksregisternummer te gebruiken teneinde de gebruikers en de betrokken partijen in haar register eenduidig te identificeren (of hen tevens toelaten de toegangen tot hun gegevens te beheren en het huidig adres van een partij op te sporen teneinde deze te verwittigen over het verlies dat zij zou lijden ingevolge de acquisitieve verjaring)."

In de memorie van toelichting zou dus op zijn minst moeten worden uitgelegd waarom het voorontwerp niet is aangepast om met dat voorbehoud rekening te houden.

Op opmerking 9 moet in het bijzonder ten aanzien van het evenredigheidsbeginsel worden ingegaan.

2. In datzelfde advies 65/2017 wordt ook het volgende vastgesteld:

¹ Koninklijk besluit van 27 september 1984 'waarbij aan sommige overheden van het Ministerie van Financiën toegang wordt verleend tot het Rijksregister van de natuurlijke personen' en koninklijk besluit van 25 april 1986 'waarbij sommige overheden van het Ministerie van Financiën gemachtigd worden om het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen te gebruiken'.

² Artikel 3 van het voorontwerp van wet bepaalt dat de Deposito- en Consignatiekas deel uitmaakt van de Algemene Administratie van de Thesaurie van de FOD Financiën, met de precisering dat het om een afzonderlijke dienst gaat.

“4. Artikel 6 van het voorontwerp van wet bepaalt dat de Deposito- en Consignatiekas een elektronische toepassing ter beschikking van haar gebruikers zal stellen die toelaat goederen te consigneren en de teruggave ervan te vragen.

5. Het doeleinde van deze toepassing bestaat er volgens artikel 6 van het ontwerp in om de gebruikers toe te laten - of te verplichten voor zij die beroepshalve tussenkomen - om via elektronische weg bij deze administratie goederen te consigneren en de teruggave ervan te vragen.

6. Wat het verplicht karakter betreft van de elektronische procedure voor de gebruikers die beroepshalve tussenkomen, stelt de Commissie zich vragen bij de werkbaarheid van de bewaring van roerende goederen, andere dan contant geld, en dit gelet op de ruime definitie die het voorontwerp verleent aan de term ‘consigneren’ (niet beperkt tot geldsommen).”

Het voorontwerp bevat geen enkel antwoord op die vraagstelling. De steller ervan zou het bijgevolg op dat punt moeten aanvullen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 2

Terwijl de consignatie een bewaargeving vormt, in artikel 1915 van het Burgerlijk Wetboek gedefinieerd als “een handeling waarbij men de zaak van een ander aanneemt, onder verplichting om die te bewaren en in natura terug te geven”, wordt het woord “consigneren” in de ontwerp tekst gedefinieerd als “het (...) overmaken van roerende goederen aan de Deposito- en Consignatiekas (...), ter beschikking van degene die van zijn recht op uitkering doet blijken”. Het ontwerp vermeldt echter niet dat het gaat om een overdracht in bewaring in het kader waarvan de Kas de zaak van een ander moet “bewaren” of “behouden”.³

Het verdient aanbeveling het woord “consigneren” duidelijker te definiëren.⁴

Artikel 10

De tweede zin van het eerste lid zou moeten bepalen dat de partijen die bij een dossier betrokken zijn, slechts toegang hebben tot de gegevens van het register die op hen betrekking hebben.

³ Zie artikel 11 van het voorontwerp.

⁴ Bovendien moet de aanduiding “1°” worden weggelaten aangezien het ontworpen artikel 2 slechts een enkele definitie bevat.

Artikel 14

Op grond van de bespreking van artikel 14 valt te betwijfelen of het begrip “ter beschikking stellen van de Schatkist” wel overeenstemt met de plaatsing van de beschikbare gelden zoals in die bespreking wordt geëxpliciteerd.

De steller van het voorontwerp moet dat nader toelichten.

Artikel 17

Daar de Deposito- en Consignatiekas mogelijk moet beslissen de vrijgave van de consignatie te weigeren, moet die beslissing de feitelijke en juridische grondslag vermelden waarop zij steunt, overeenkomstig de wet van 29 juli 1991 ‘betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen’.

In dat opzicht is de bepaling redundant en moet ze worden weggelaten.

Artikel 18

Het ontworpen vijfde lid stelt dat geen interest wordt toegekend op de sommen die minder dan één jaar geconsigneerd blijven, op de sommen in deviezen en op de vruchten van geconsigneerde effecten.

In de bespreking van het artikel worden de redenen voor die uitsluiting niet opgegeven. Er wordt gesteld dat de bepaling “een bijgewerkte versie [is] van de artikelen 17, 18 en 19 van het koninklijk besluit nr. 150”. In die artikelen zijn de uitsluitingen die de ontworpen tekst vaststelt, evenwel niet vervat.

De steller van het voorontwerp moet die uitsluitingen kunnen rechtvaardigen, in welk geval de bespreking van het artikel dienovereenkomstig moet worden aangevuld.

Artikel 22

In punt 1° moet het woord “definitief” worden vervangen door de woorden “in kracht van gewijsde gegaan”.

In punt 2° wordt geen rekening gehouden met de wet van 19 oktober 2015 ‘houdende wijziging van het burgerlijk procesrecht en houdende diverse bepalingen inzake justitie’ (“potpourriwet I” genoemd), aangezien het beroep in principe geen schorsende werking meer heeft.⁵ De vraag naar de uitvoerbaarheid rijst slechts wanneer de rechter het eventuele beroep tegen zijn vonnis schorsende werking verleent.

⁵ Artikel 1397, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek in de versie die voortvloeit uit artikel 41 van de wet van 19 oktober 2015.

Voorts wordt opgemerkt dat het begrip “gewaarmerkt afschrift van het vonnis” in het gerechtelijk recht niet voorkomt; het moet worden gepreciseerd.

Heel de bepaling moet in het licht van deze opmerkingen worden herzien.

Artikel 23

Daar de Deposito- en Consignatiekas een “dienst” vormt in de zin van artikel 2 van de wet van 22 mei 2003 ‘houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat’, heeft de bepaling geen nut⁶ en moet ze worden weggelaten.

Artikelen 24 en 25

In de opheffingsbepalingen van koninklijk besluit nr. 150 van 18 maart 1935 ‘tot samenschakeling van de wetten betreffende de inrichting en de werking van de Deposito- en Consignatiekas en tot aanbrenging van wijzigingen daarin krachtens de wet van 31 juli 1934’ moeten alle nog geldende wijzigingen worden vermeld die in de opgeheven bepalingen zijn aangebracht.⁷

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT

⁶ Zoals bevestigd wordt in de bespreking van het artikel.

⁷ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 138.